



N° UPRONA/02/11/CAB/2018

COMMUNIQUE DE PRESSE DU PARTI UPRONA DE L'OPPOSITION

1. Le Parti UPRONA a appris l'arrestation, ce samedi 24 novembre 2018, de 4 officiers supérieurs ex-FAB, en retraite, au motif qu'ils seraient impliqués dans l'assassinat du Président Melchior NDADAYE, le 21 octobre 1993, tel qu'annoncé par le Procureur Général de la République dans son point de presse.
2. Le Parti UPRONA réaffirme son attachement à la lutte contre l'impunité des crimes qui ont tant endeuillé notre pays et souhaite que les assassins du Président Ndadaye, comme ceux qui ont massacré des populations innocentes de manière sélective, dans la foulée de sa mort, soient identifiés, traduits devant des juridictions impartiales pour qu'ils répondent de leurs crimes. Il en va de même des autres crimes commis par le passé, tout comme ceux nombreux qui sont perpétrés au quotidien par le régime sanguinaire de M. Nkurunziza.
3. A voir la manière dont ces arrestations ont été menées (perquisitions, quadrillages des quartiers) et le moment où elles interviennent (25 ans après l'assassinat et après 13 ans de règne du CNDD-FDD), le Parti UPRONA estime que le pouvoir de Bujumbura est plutôt animé par d'autres mobiles plus politiques et ethnistes que celui de dire le droit et de rétablir la justice et la vérité autour de ce crime.
4. En outre, le pouvoir de M. Nkurunziza qui commet au quotidien des crimes odieux, dont certains sont des crimes contre l'humanité, comme documenté par les différents experts du Conseil des Droits de l'homme des Nations Unies ne saurait promouvoir une justice équitable et indépendante. C'est pour cette raison qu'il a décidé d'instrumentaliser le pouvoir judiciaire, en confiant notamment les responsabilités des juridictions à des magistrats zélés, proches du pouvoir et en faisant fi des compétences et de l'expérience.
5. Il est aussi symptomatique que ces arrestations en rapport avec l'assassinat du Président NDADAYE interviennent brusquement, alors que le pouvoir du CNDD-FDD a mis en place une Commission Vérité et Réconciliation, ayant entre autres pour mission d'enquêter sur ce genre de crimes. Et pourtant, la première commission venait de sortir son rapport. Pourquoi M. NKurunziza qui dicte la loi aux juges, a-t-il préféré leur intimer l'ordre d'arrêter ces retraités, au lieu de suivre les recommandations de la CVR ?
6. Nous voudrions rappeler ici qu'un dossier comme celui-ci qui porte en lui les germes de la déstabilisation des esprits et qui est de nature à aller à l'encontre de la nécessaire réconciliation du peuple burundais devrait être du

ressort de la justice transitionnelle. L'Accord d'Arusha prévoyait à cet effet trois mécanismes :

- (i) la mise en place d'une Commission Nationale pour la Vérité et la Réconciliation avec pour entre autres missions d'enquêter pour faire la lumière et établir la vérité sur les actes de violence graves commis au cours des conflits cycliques qui ont endeuillé le Burundi;
 - (ii) la mise en place d'une Commission d'enquête judiciaire internationale sur le génocide, les crimes de guerre et autres crimes contre l'humanité ;
 - (iii) l'établissement d'un Tribunal Pénal International chargé de juger et de punir les coupables.
7. Aujourd'hui, la triste réalité est que Monsieur Nkurunziza a décidé de ramer à contre courant de cette volonté populaire de réconciliation. Ayant perdu la crédibilité et la confiance de la majorité de la population, y compris hutu, qu'il affame, rançonne à tout bout de champ et emprisonne arbitrairement, il veut jouer sur la corde ethnique et tenter de redorer ainsi son blason fortement terni par son égocentrisme, sa cupidité et ses mensonges.
8. Par ailleurs, M. NKURUNZIZA qui s'est mis à dos toute la communauté internationale, y compris la Sous-région, qui pourtant s'était montrée plus que clément face à son arrogance, cherche à créer des problèmes internes pour occulter ses difficultés et justifier ainsi son absence au prochain sommet des Chefs d'Etat de l'EAC.
9. Il tente désespérément de jouer sur les émotions de la majorité hutu pour se poser en défenseur de leurs intérêts, en leur faisant croire qu'il veut les venger contre les Tutsi pris globalement, qui ont tué « leur héros » et qui voudraient reprendre le pouvoir par la force. Il faut donc faire la chasse aux Tutsi, en commençant par ceux des corps de défense et de sécurité.
10. Après avoir détruit les équilibres ethniques prévus par l'Accord d'Arusha au sein des corps de défense et de sécurité, M. Nkurunziza s'en prend aujourd'hui aux plus anciens d'entre eux pour les faire taire définitivement ou les acculer à désertir ces corps. Ainsi, il pourra commettre sans entrave le génocide qu'il a programmé de longue date.
11. Le Parti UPRONA condamne fermement ces manœuvres divisionnistes et demande au peuple burundais de ne pas céder aux sirènes de la division et de comprendre que M. Nkurunziza n'aime pas les Hutu, même s'il hait les Tutsi. Ensemble et unis, à travers un mouvement citoyen de résistance interethnique, ils pourront ainsi mettre fin à ce régime qui bafoue leurs droits et leur dignité.
12. Les forces de l'ordre sont interpellées pour comprendre que l'émergence d'une armée mono ethnique, après la signature de l'Accord historique d'Arusha qui avait créé notamment une arme républicaine, est porteuse de tous les dangers, autant pour les Tutsi que pour les Hutu.

13. Aux Chefs d'Etat de la Communauté de l'Afrique de l'Est qui vont se réunir à la fin de ce mois, le Parti UPRONA lance un cri de détresse pour qu'ils mettent fin à cette descente aux enfers que M. Nkurunziza impose au peuple burundais. Ils doivent prendre toutes les mesures qui s'imposent pour lui imposer la voie du dialogue, comme seule voie à une solution pacifique de la crise burundaise.
- 14.A l'Union Africaine, aux Nations Unies et autres garants de l'Accord d'Arusha, le Parti UPRONA demande de comprendre que toutes ces manoeuvres et autres actions initiées par M. Nkurunziza qui visent à enterrer l'Accord d'Arusha sont de nature à enclencher une nouvelle guerre civile au Burundi qui risque de déstabiliser toute la Sous-région, voire au-delà. Ils se doivent de prendre leurs responsabilités à temps.

Fait à Bujumbura, le 26 novembre 2018.

Le Président du Parti UPRONA de l'Opposition.

Prof. Charles NDIJE.

